



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

JEUDI 12 OCTOBRE 2017

CLIMAT : L'EUROPE CEDERA-T-ELLE AU HOLD-UP SUR NOS FORÊTS ?

Le 13 octobre, Nicolas Hulot participera au Conseil des ministres de l'environnement européens. A cette occasion, seront notamment discutés les objectifs que se fixe l'Europe pour que ses forêts continuent à être des puits de carbone. Un enjeu d'importance : les forêts et le bois constituent le premier puits de carbone en Europe, absorbant chaque année près de 20% des émissions de CO₂. Dans ce contexte, France Nature Environnement s'inquiète du manque d'ambition de la politique européenne, dont la France est en partie responsable.

L'ambition climatique européenne confrontée aux politiques forestières nationales

En signant l'accord de Paris suite à la COP21, l'Union Européenne s'est engagée à maintenir ou augmenter les puits de carbone ; afin de limiter la hausse des températures de la planète « en-dessous des 2°C, voire des 1,5°C » par rapport à 1990. Pour mettre en œuvre cet Accord, l'Europe s'est dotée d'un « cadre européen pour le climat et l'énergie » qui prévoit notamment de diminuer de 30% les émissions de CO₂ du secteur LULUCF¹ (principalement dues à l'agriculture et à la perte d'espaces naturels) en 2030 par rapport à 1990.

Mais certains pays européens, dont la France, ont prévu d'exploiter davantage leurs forêts, conduisant à diminuer le puits de carbone forestier ; et tentent d'infléchir le cadre européen, afin que cette intensification ne soit pas comptabilisée. Ainsi, des systèmes de « flexibilité » et de « compensation » sont prévus pour ne pas pénaliser les pays qui intensifient l'exploitation de leurs forêts. Résultat : un puits de carbone forestier bel et bien diminué, un objectif européen de réduction des émissions de CO₂ impossible à atteindre et la crédibilité de l'Union Européenne sérieusement entamée.

Au fil des négociations, ces « arrangements » introduits finissent par remettre en cause l'intérêt même du dispositif d'engagement. A tel point que près de 200 scientifiques se sont exprimés pour demander de revenir à un cadre d'engagement assis sur des bases scientifiques.

¹ LULUCF : Land use, land-use change and forestry. En Français, UTCATF : Utilisation des terres, changement d'affectation des terres et foresterie.



Les scientifiques tirent la sonnette d'alarme

Dans [une lettre ouverte aux décideurs européens](#), les scientifiques avertissent : en permettant d'intensifier l'exploitation des forêts sans que cela « ne se voie » dans les engagements pris pour le climat, le cadre proposé actuellement aura des effets négatifs à la fois sur le climat, la biodiversité et la résilience des écosystèmes. Une stratégie contre-productive, donc.

Pour **Julie Marsaud, coordinatrice du réseau Forêt de France Nature Environnement** : « *Nous partageons pleinement l'analyse des scientifiques, demandant que les politiques incitent à augmenter la résilience des forêts, à préserver le carbone dans les sols et à promouvoir les usages à long terme du bois. Au fil des débats, nous nous en sommes de plus en plus éloignés, mais on peut encore inverser cette tendance.* »

Michel Dubromel, président de France Nature Environnement, conclut : « *La France a une responsabilité particulière dans les discussions en cours et elle sera écoutée. Nicolas Hulot peut encore plaider pour une politique européenne ambitieuse. La prise de position des scientifiques doit sonner comme un électrochoc, on ne peut pas transiger avec la lutte contre le changement climatique.* »

Lire aussi : [« Climat : l'UE en bonne voie sur la comptabilité carbone des forêts »](#) (12 juillet 2017)
[« Carbone et exploitation des forêts : La France veut couper plus et séquestrer moins... en toute discrétion ! »](#) (24 mars 2017)

France Nature Environnement est la fédération française des associations de protection de la nature et de l'environnement. C'est la porte-parole d'un mouvement de 3500 associations, regroupées au sein de 73 organisations adhérentes, présentes sur tout le territoire français, en métropole et outre-mer. Retrouvez-nous sur fne.asso.fr, Facebook et Twitter (@FNEasso).